



L'EXTREME MENACE



**Depuis vingt ans,
l'extrême droite
prospère et pollue
le débat politique.
Sa dédiablement
ne doit pas faire
illusion.**

L'EXTRÊME MENACE

Une dynamique inquiétante

À quelques semaines de l'élection présidentielle, l'extrême droite est en pleine effervescence. Marine Le Pen, jusque-là incontestée, est challengée sur sa droite par Éric Zemmour, encore plus radical. Un Français sur trois serait prêt à voter pour l'un ou l'autre au premier tour. Comment en est-on arrivé là ?

Vingt ans. De 2002 à 2022, deux décennies se sont écoulées depuis le choc provoqué par l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle. Et depuis, à chaque élection, la même crainte taraude les électeurs qui ne se reconnaissent pas dans l'extrême droite, le même malaise les saisit devant le succès constant du Front national, rebaptisé Rassemblement national en 2018. « La particularité de ce parti, c'est qu'il réussit incontestablement à augmenter ses scores à l'élection présidentielle. En 2002, Jean-Marie Le Pen était au second tour avec un peu moins de 17 % des voix ; en 2017, après un débat particulièrement raté à la télévision, Marine Le Pen a réussi à obtenir 33 %. Aujourd'hui, ce serait 45 % », rappelle Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite, codirecteur de l'observatoire des radicalités

politiques à la Fondation Jean-Jaurès. Si important soit-il, ce score ne suffit pas à remporter une élection, précise-t-il.

Pour ceux qui en douteraient, « Le Rassemblement national est bien un parti d'extrême droite, confirme Pascal Perrineau, politologue. Il est historiquement né avec Jean-Marie Le Pen dans les années 1970 et a toujours accueilli en son sein des groupuscules d'extrême droite plus ou moins radicaux ». Mais la patiente entreprise de dédramatisation menée par Marine Le Pen a fini par porter ses fruits. Avec pour meilleur allié le temps. « Au fil des années, le souvenir de ce qu'a été le FN, les provocations et le discours politique de Jean-Marie Le Pen, s'atténue dans la mémoire des Français », ajoute le politologue expert en sociologie électorale. Si 48 % des Français considèrent encore que le parti RN est un danger pour la démocratie, ce taux a baissé de 10 points en cinq ans, et de 25 depuis le début des années 1990, selon Kantar, qui suit l'évolution de l'image du

FN/RN depuis 1983. « Quand elle prend la tête du parti en 2011, Marine Le Pen est très claire sur ses intentions, note Pascal Perrineau. Elle dit bien à l'époque que son principal objectif est de changer le regard des Français sur le FN. Elle s'emploie à lisser l'image de son parti, elle évite les provocations et les thématiques les plus polémiques, ne tient pas de propos ouvertement racistes. Elle s'impose petit à petit comme une candidate classique et mainstream. Mais c'est un changement cosmétique, le cœur idéologique du parti reste le même. Les enjeux fondateurs du Front national, qui sont l'immigration, la sécurité et l'Europe, n'ont pas changé de manière drastique par rapport à ce que disait Jean-Marie Le Pen, ni par rapport aux deux derniers grands rendez-vous électoraux pour lesquels Marine Le Pen était candidate, en 2012 et en 2017. »

Sur fond de malaise identitaire

Au-delà du changement d'image, c'est aussi l'appropriation de thématiques sociales – retraite à 60 ans (position récemment infléchie), nationalisations, hausse du Smic – qui ont permis à Marine Le Pen de grignoter peu à peu une grande part d'un électorat auparavant souvent acquis à la gauche ou au Parti communiste. Le FN-RN prospère sur fond de malaise identitaire et de sentiment de déclassement des catégories populaires et des classes moyennes, chez ceux qui se considèrent comme des perdants de la mondialisation. « Depuis une trentaine d'années, le FN s'est installé dans les régions en proie à la désindustrialisation et dans cette France se vivant en déclin et menacée par les flux migratoires, écrit Jérôme Fourquet, dans *L'Archipel français*. Il y a fait son nid et y a consolidé ses positions, élection après élection. » Au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen dépassait ainsi 30 % du vote des ouvriers, employés et demandeurs d'emploi.

Cette extension de l'influence du FN a été facilitée par un effacement progressif de marqueurs d'extrême droite sur le plan des valeurs, en rupture avec le conservatisme de Jean-Marie Le Pen. « Marine Le Pen a modernisé son parti sur des problématiques sociétales, elle a pris ses distances sur les



“AU FIL DES ANNÉES, LE SOUVENIR DE CE QU’A ÉTÉ LE FN, LES PROVOCATIONS, LE DISCOURS POLITIQUE DE JEAN-MARIE LE PEN, S’ATTÈNUE DANS LA MÉMOIRE DES FRANÇAIS.”

Pascal Perrineau, politologue.

questions de l'avortement, de la PMA, des droits des femmes et des LGBT, elle est plus libérale, et c'est la raison pour laquelle elle attire le vote des femmes, contrairement à Éric Zemmour, beaucoup plus crispé sur toutes ces questions des valeurs traditionnelles», analyse Pascal Perrineau. « Ce qui ne change pas, c'est la préférence ou priorité nationale, qui est la colonne vertébrale du Rassemblement national, souligne Jean-Yves Camus. Et cela, notre Constitution ne nous le permet pas. »

L'irruption d'Éric Zemmour dans le jeu politique, largement favorisée par une présence quasi quotidienne aux heures de grande écoute sur les plateaux télé durant des années, a contribué à adoucir l'image de la candidate RN. Elle est perçue comme « sympathique et chaleureuse » par 33 % des Français, selon Kantar – en hausse de 4 points par rapport à la précédente vague du baromètre en mai 2021 – quand 27 % (en hausse de 3 points) la jugent « honnête et inspirant confiance ».

Un front anti-Macron

Pour autant, les Français ne sont pas prêts à lui confier les clés du pouvoir. Si 62 % des Français jugent Éric Zemmour « dangereux pour la démocratie », ils sont tout de même 48 % à penser la ●●●



3
questions à

Anne Muxel « 28% des 18-24 ans pourraient voter à l'extrême droite »

À CHAQUE PRÉSIDENTIELLE SE POSE LA QUESTION DU VOTE DES JEUNES, SOUVENT PRÉSENTÉS COMME ÉLOIGNÉS DE LA POLITIQUE OU TENTÉS PAR LES EXTRÊMES. LE POINT AVEC ANNE MUXEL, DIRECTRICE DE RECHERCHE AU CEVIPOF-SCIENCES PO, AUTRICE DE *POLITIQUEMENT JEUNE* (ÉDITIONS DE L'AUBE).

La jeunesse aujourd'hui est-elle dépolitisée, comme on l'entend souvent ?

➤ Il n'y a pas de dépolitisation de la jeunesse, mais un déplacement des enjeux. Les questions d'environnement, d'écologie, de réchauffement climatique sont davantage susceptibles de mobiliser les jeunes. Ils sont plus intéressés par des modes de participation non conventionnels, plus directs et protestataires. Un jeune sur cinq de 16 à 18 ans en France a déjà participé à une marche sur le climat. Les jeunes s'engagent dans les associations, le bénévolat. On est loin de l'image d'une jeunesse démobilisée et repliée sur elle-même.

Comment ce goût de l'engagement se traduit-il politiquement ?

➤ C'est une jeunesse qui se tient à distance de la politique institutionnelle. Porteuse de la défiance qui s'exprime aussi dans la population française en général envers les institutions, les partis politiques et les syndicats, avec un niveau de défiance peut-être moins élevé. Je ne brosse pas un portrait négatif et pessimiste de cette génération. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas être attentif au risque de déconsolidation démocratique. Il y a une partie de cette jeunesse qui est sensible à l'idée d'un leadership autoritaire, de forces populistes, de tentatives d'expérimentations autres que celles promues par les régimes démocratiques.

Cela se vérifie dans le vote des jeunes ?

➤ Depuis plusieurs années déjà,

nous voyons une réponse électorale d'un segment de la jeunesse aux forces extrêmes, que ce soit à l'extrême droite ou à l'extrême gauche, fondée sur des ressorts populistes. Il y a aussi une crise de la représentation politique en France qui traverse toute la société et qui s'exprime par de l'abstention ou par le choix pour des extrêmes. La question du diplôme et du niveau de formation est déterminante dans le vote pour le Front national ou le Rassemblement national. On a une scission entre la jeunesse scolarisée et la jeunesse étudiante. Et même parmi la jeunesse étudiante, on voit depuis déjà plusieurs années Marine Le Pen grignoter des voix et bénéficier d'une meilleure reconnaissance. Elle est maintenant concurrencée par Éric Zemmour, y compris parmi les jeunes générations. Selon l'enquête réalisée par Ipsos pour le Cevipof, les intentions de vote pour Zemmour s'élèvent à 12 % chez les 18-24 ans. Marine Le Pen est à 16 %. Les deux cumulés, ce sont 28 % de ces jeunes qui pourraient porter leur voix pour une force d'extrême droite. Le vote Marine Le Pen attire plutôt les jeunes de catégories populaires. Zemmour est capable de toucher un électorat plus diversifié : les jeunes plus diplômés, plus insérés, dans les professions de l'artisanat, du commerce et une part non négligeable des étudiants. L'abstention est également toujours plus importante chez les jeunes, d'environ 10 points. Le vote est considéré comme un droit, celui de voter ou de ne pas voter. Ce n'est plus une norme. ●

Propos recueillis
par Marie-Nadine Eltchaninoff

●●● même chose de Marine Le Pen. « *Un Français sur deux juge que Marine Le Pen représente un danger pour la démocratie, cela montre que la normalisation espérée n'a pas été atteinte* », estime Jean-Yves Camus. Quels que soient les efforts accomplis par Marine Le Pen pour gagner en respectabilité et paraître sympathique en évoquant ses traumas familiaux en plein meeting, la société française dans sa grande majorité n'adhère pas aux idées véhiculées par son parti. « *La part des Français qui se disent en accord avec les idées du RN est stable (29%) par rapport à l'an dernier et reste en deçà du niveau de 2017 (33%)* », toujours selon Kantar.

Le fait d'avoir deux candidats d'extrême droite à la présidentielle signifie-t-il un élargissement de la base électorale? Rien n'est moins sûr. « *Éric Zemmour arrive à mordre sur l'électorat de droite, ses électeurs viennent du RN et de l'ancien électorat de Fillon*, explique Pascal Perrineau. *La surface Zemmour-Le Pen correspond probablement à la surface de Marine Le Pen au deuxième tour de la présidentielle de 2017. Il n'y a pas d'élargissement significatif de la base d'extrême droite. Il y a en revanche un front anti-Macron très fort, et des électeurs pourraient être tentés par un vote RN au second tour, autant pour soutenir Marine Le Pen que pour s'opposer à Macron. Et, bien sûr, il y a le risque de l'abstention.* » Quelle que soit la donne, le jeu démocratique est ouvert, ne laissons pas passer notre tour. ●

M.-N. E

“UN FRANÇAIS SUR DEUX JUGE QUE MARINE LE PEN REPRÉSENTE UN DANGER POUR LA DÉMOCRATIE, CELA MONTRE QUE LA NORMALISATION ESPÉRÉE N'A PAS ÉTÉ ATTEINTE.”

Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite, codirecteur de l'observatoire des radicalités politiques à la Fondation Jean Jaurès.

La grande confusion

Les idées véhiculées par l'extrême droite sont de plus en plus reprises par l'ensemble de la classe politique, au point de brouiller les repères. Une dérive inquiétante qui participe de la dédramatisation des candidatures extrêmes.

L'extrême droite est-elle en train de gagner la bataille des idées? C'est en tout cas la thèse que développe Philippe Corcuff dans son dernier ouvrage en dénonçant la grande confusion idéologique actuelle, aussi bien à droite qu'à gauche¹. « *Les idées d'extrême droite aimantent toute la classe politique. La droite traditionnelle est naturellement la plus poreuse, mais la gauche de gouvernement n'y échappe pas, tout comme la gauche radicale. C'est un phénomène transversal* », explique ce sociologue.

Immigration, insécurité, islam : l'extrême droite serait parvenue à imposer dans l'espace public l'idée que ces trois thèmes sont intrinsèquement liés. Autrement dit, l'islam ou l'immigration serait la cause principale de tous les maux de la société et provoquerait une insécurité (physique ou culturelle) en France. À cela s'ajoutent une méfiance envers toute approche européenne ou internationale et un appel à se recentrer sur le territoire national. « *Même Michel Barnier a dû tenir un discours antieuropéen pour tenter de gagner la primaire de la droite* », souligne Philippe Corcuff à titre d'exemple.

Extrême droitisement du discours

Pour le chercheur, cette extrême droitisement du discours politique a débuté au début des années 2000 avec le sarkozysme,

qui a brouillé les repères et participé au recul du clivage gauche/droite. « *Sarkozy, c'est à la fois le ministre de l'Identité nationale et la lettre de Guy Môquet* », résume-t-il. Dans cette grande confusion idéologique, les idées et postures d'extrême droite ont prospéré. La droite « décomplexée » a ainsi multiplié les passerelles avec les thèmes de prédilection de l'extrême droite, par conviction ou calcul électoral.

Selon le baromètre Kantar², les sympathisants LR sont aujourd'hui 43% à défendre l'idée d'une alliance avec le RN selon les circonstances, un bond de 17 points en un an. Un chiffre inquiétant à mettre en corrélation avec le discours d'Éric Zemmour sur l'alliance des droites, qui connaît un succès certain. « *Il est très important de marquer une barrière symbolique, insiste Philippe Corcuff. Il ne faut pas que le constat de la porosité de la droite et de la gauche aux idées d'extrême droite nous amène à dire qu'il n'y a plus de différence. Il faut tenir les deux bouts : montrer la porosité et marquer la différence pour freiner la diffusion des idées.* » ●

Jérôme Citron

1 La Grande Confusion – Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées,

éditions Textuel, 672 pages.

2 Baromètre d'image du Rassemblement national (2022), <https://kantarpublic.com>.



Affiches pour le second tour du scrutin de 2017
« *Il est très important de continuer à maintenir une barrière symbolique entre l'extrême droite et les partis de gouvernement.* » Philippe Corcuff, sociologue.



En quoi Éric Zemmour se différencie-t-il de l'extrême droite du Rassemblement national ?

► Son point de départ n'est pas le même. Le Front national, né en 1972, était un parti d'extrême droite clairement identifié rassemblant toutes les chapelles du fascisme et de l'ultradroite français : d'anciens pétainistes et collaborationnistes, des catholiques intégristes, des nazis, des négationnistes. Le Pen lui-même avait commencé du côté de l'Action française, avait fait la campagne électorale de M^e Isorni, l'avocat de Pétain, en 1951, avait été député poujadiste. Un pur syncrétisme d'extrême droite. C'est à partir de cette identité originelle, grevée par des provocations verbales (l'affaire du « détail »), que Le Pen a tenté d'incarner la « droite nationale » dans les années 1980-2000, de jeter des ponts vers la droite classique, avec un succès quasi nul : le cordon sanitaire tenait bon, les passerelles entre la droite et l'extrême droite n'ont été empruntées, pour l'essentiel, que par des intellectuels (le Club de l'horloge²) qui préfigurent Zemmour, mais qui pesaient peu. Éric Zemmour fait le chemin inverse. Jeune, il n'a pas milité à l'extrême droite ni nulle part, il a fait carrière dans le système, admirant des figures gaullistes comme Charles Pasqua ou Philippe Séguin. Son projet est de faire venir la droite aux idées de l'extrême droite qu'il incarne. Mais, pour l'instant, le point d'arrivée est le même ; Zemmour fédère surtout l'extrême droite dans toutes ses composantes. Il pèse désormais autant

Laurent Joly « Zemmour falsifie des pans entiers de l'histoire de France »

HISTORIEN SPÉCIALISTE DE L'EXTRÊME DROITE ET DU RÉGIME DE VICHY, LAURENT JOLY ANALYSE LE « PHÉNOMÈNE ZEMMOUR » DANS SON DERNIER LIVRE INTITULÉ *LA FALSIFICATION DE L'HISTOIRE*¹.

qu'un Jean-Marie Le Pen en 1986-1988. Il est le nouveau « diable de la République ».

Zemmour réécrit l'histoire de Vichy et de la déportation des juifs, à quelles fins ?

► Zemmour considère que ce qui empêche l'alliance de la droite et de l'extrême droite, c'est en grande partie le souvenir de Vichy. Par ailleurs, relativiser ou nier les crimes de la collaboration, cela rend possible des politiques disqualifiées depuis la guerre : prendre des mesures d'exception, stigmatiser les minorités, expulser deux millions d'étrangers et de « mauvais Français »...

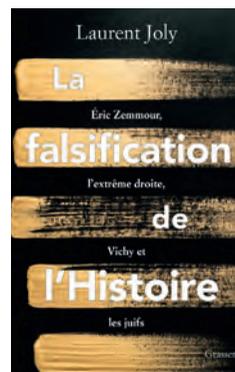
Il revendique le droit d'interpréter l'histoire. En quoi cette attitude dans le débat public est-elle nouvelle et dangereuse ?

► User de l'histoire à des fins politiques, c'est vieux comme le monde. Tous les hommes, toutes les femmes politiques puisent dans le passé des références qu'ils mobilisent pour incarner ou légitimer leurs projets. Mais chez Zemmour, cet ancrage dans l'histoire, cette prétention à dire le vrai au nom de l'histoire est bien plus fort que chez n'importe qui. Nombre de personnes qui le suivent, qui l'admirent, le font parce qu'elles sont convaincues de son érudition historique. C'est la source première de sa légitimité : un écrivain qui connaît l'histoire de France et qui, par cette connaissance, peut voir mieux que les autres les dangers qui nous menacent. Disons-le nettement : l'imposture est totale. Zemmour mésinterprète, déforme, falsifie des pans entiers de l'histoire de France, et non des moindres, comme la complicité criminelle de Vichy dans la déportation des juifs en 1942. La falsification historique érigée comme arme absolue du combat intellectuel et politique, c'est en effet nouveau et inquiétant. Zemmour veut convaincre

qu'adopter des mesures discriminatoires contre telle ou telle catégorie relève des nécessités de la raison d'État, du réalisme. Cette justification sur le mode du « on n'avait pas le choix » est celle de tous les criminels d'État. On devrait s'inquiéter que Zemmour l'invoque aussi imperturbablement à propos de la complicité de Vichy dans la Shoah, pourtant établie de longue date par la recherche historique.

Comment expliquez-vous sa popularité ?

► Il donne aux gens des certitudes. Son assurance à toute épreuve, son ton constamment péremptoire donnent l'impression à celles et ceux qui l'écoutent que lui sait et qu'il sait quoi faire. Comme il répète toujours la même chose, avec ses idées fixes, un logiciel immuable, cela lui confère une supériorité immédiate sur ses interlocuteurs. Et puis il joue de l'image de l'homme neuf, qui tranche sur les politiciens professionnels (impopulaires comme ils l'ont rarement été dans notre histoire politique) : lui ne pense qu'à la France, est vierge de toute compromission. C'est bien entendu une imposture – Zemmour est un pur produit du système –, et surtout une vieille posture de l'extrême droite française. ●



Propos recueillis par M.-N. E.

1 La falsification de l'histoire,

Grasset, 140 pages.

2 Fondé dans les années 1970 par plusieurs futurs cadres du Front national, le Club de l'horloge rassemblait de hauts fonctionnaires.

Au travail face à l'extrême droite

La diffusion des idées et thèses de l'extrême droite est palpable au sein des collectifs de travail. Des collègues reprennent des arguments, des organisations tentent de s'implanter. Les équipes CFDT doivent composer avec ces situations parfois délicates et y faire face. Des militants racontent.



«Faire barrage à l'extrême droite» Manifestations avec appel unitaire à Paris lors du second tour de l'élection présidentielle en 2017.

Cfdt:

Une CFDT indépendante des partis politiques

Dans ses statuts, la CFDT affirme son «*autonomie vis-à-vis des pouvoirs politiques et économiques. La Confédération entend garder à son action une entière indépendance à l'égard de l'État, des partis, des institutions religieuses, comme de tout groupement extérieur*». Les adhérents et élus CFDT peuvent, bien entendu, militer dans un parti politique et soutenir un candidat à titre individuel (lire page 8). Signe de cette indépendance, la CFDT ne donne plus de consigne de vote depuis 1986, tout en continuant à inciter les Français à se rendre aux urnes.

Une seule exception à ce principe, toutefois, et de taille. La CFDT – qui prône l'émancipation individuelle et collective, la solidarité, l'égalité, la démocratie et combat toute forme de discrimination, d'abus de pouvoir, de totalitarisme et d'extrémisme – réserve un traitement à part à tous les candidats d'extrême droite. Les valeurs véhiculées par ces derniers sont en effet à l'opposé de celles défendues par la CFDT et doivent être sans cesse dénoncées et combattues. La présence à une élection d'une candidate ou d'un candidat se réclamant de l'extrême droite peut donc amener la CFDT à prendre parti. C'est ce qu'elle a fait lors des dernières élections présidentielles et c'est ce qu'elle ferait à nouveau si l'extrême droite se qualifiait une nouvelle fois pour le second tour.

Philippe, militant CFDT, agent de collectivité territoriale en Occitanie

En discutant avec ses collègues, Philippe est parfois confronté à des sous-entendus racistes, xénophobes ou encore homophobes, qui s'apparentent aux discours de l'extrême droite. «*Ça peut être des réflexions comme : "C'est toujours les mêmes avec qui on a des problèmes".*» Des propos tenus plutôt lors de discussions en dehors du travail. «*C'est un phénomène régulier et quelque chose qui ne s'exprime pas clairement. De plus, certains ont de la retenue par rapport à moi, car je suis identifié CFDT. Dès que je retire ma "casquette" syndicale, la parole se libère.*»

Dès lors, que faire face à ce genre de comportement? Philippe tente d'être dans le dialogue. «*J'essaye toujours de relativiser les choses, de ne pas généraliser un problème, d'expliquer, d'agir sur la prise de conscience, et que ça ne fasse pas effet boule de neige.*» Il pense que ses collègues reprennent les discours qu'ils entendent régulièrement, par mimétisme: «*Je ne pense pas que ces personnes soient franchement racistes, c'est plus lié à une musique de fond, une ambiance générale. "De toute façon, c'est ce que tout le monde dit", me répond-on parfois.*»

Au-delà des discours, ce qui l'inquiète, c'est que certains de ses collègues sont sensibles aux propositions de l'extrême droite. «*La protection des fonctionnaires, une justice plus stricte face aux incivilités, ça leur parle, surtout aux agents qui accueillent du public et sont confrontés à des bénéficiaires agressifs.*»

Gérald Six, ancien secrétaire général de l'Union locale CFDT de Béziers

Gérald Six était le secrétaire général de l'Union locale CFDT de Béziers lorsque Robert Ménard (élu sans étiquette mais soutenu à l'époque par le Front national) est arrivé à la mairie de Béziers, en 2014. «*J'ai alerté sur le fait que ça devenait problématique pour nous de travailler. Quand les locaux sont prêtés par la mairie, que celle-ci donne une subvention, ça devient problématique. On peut faire des pirouettes et dire que c'est la collectivité et pas le maire en personne, c'est lui qui choisit les organisations qu'il souhaite subventionner.*» Le début du premier mandat a d'ailleurs été mouvementé,



Sujets sensibles Les militants sont en demande d'outils, d'argumentaires, pour démonter les discours extrémistes sur les lieux de travail.

le maire ayant voulu déloger les syndicats de la Bourse du travail, bâtiment municipal. Puis la situation s'est complexifiée lorsqu'Emmanuelle Ménard, la femme du maire de Béziers, est devenue députée de la circonscription trois ans plus tard : « *Sur de l'action revendicative, pour un peu de lobbying sur des textes législatifs, on ne peut pas aller la voir. Ça entrave le travail syndical en interprofessionnel* », estime Gérard Six.

Pour lutter contre l'extrême droite, le militant pense lui aussi qu'il faut outiller ses camarades, faire de la pédagogie, analyser les discours. En mars 2020, quelques jours avant le premier confinement, il avait organisé une journée à Béziers avec le groupe de travail « *Lutte contre les idées extrêmes* » pour décortiquer les programmes en vue des élections municipales, « *pour constater ce qui est récurrent, quels sont les argumentaires et voir comment on peut les déconstruire* ». Un travail malheureusement interrompu par la crise sanitaire, mais qui reste nécessaire pour lutter contre l'extrême droite. « *Sur des sujets sensibles, les militants sont en demande d'argumentaires, d'armes pour combattre, d'explications concrètes pour démonter les discours extrémistes.* »

Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT (Fédération de l'Éducation nationale)

Du côté de l'enseignement, l'extrême droite a mis un pied dans la porte. Depuis 2013, le collectif Racine se veut un rassemblement des « enseignants patriotes ». À l'origine pro-Marine Le Pen, ce groupe est désormais pro-Florian Philippot. Plus récemment, durant l'automne 2021, sont apparus « Les profs avec Zemmour » : « *Une entrée fracassante, ils ont réussi à devenir visibles* », juge Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Syndicat général de l'Éducation nationale (Sgen-CFDT). « *Il ne faut pas se le cacher : une partie du personnel de l'Éducation nationale, et pas que les enseignants, est acquise aux idées de l'extrême droite. Nier cette réalité n'est pas le meilleur moyen d'agir* », estime-t-elle. Les exemples de collègues qui affichent ouvertement leur positionnement politique restent rares, « *mais ça existe* ». « *Dans ce cas, le chef d'établissement rappelle l'obligation de neutralité dans l'exercice des fonctions* », explique Catherine Nave-Bekhti. « *Et tant qu'il n'y a pas d'écart dans la pratique professionnelle, de manière légale, rien ne peut être fait. Sans doute que les collègues convaincus par l'extrême droite partitionnent leur vie professionnelle et leur engagement*

“IL NE FAUT PAS SE LE CACHER : UNE PARTIE DU PERSONNEL DE L'ÉDUCATION NATIONALE, ET PAS QUE LES ENSEIGNANTS, EST ACQUISE AUX IDÉES DE L'EXTRÊME DROITE.”

Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT.

politique. » De son côté, le Sgen-CFDT ne répond pas aux provocations de ces groupuscules. « *On écrit régulièrement pourquoi notre vision du système éducatif est opposée à la leur. Que des collectifs se réclamant de l'extrême droite appellent à ne pas voter Sgen-CFDT aux élections professionnelles confirme que nos visions du système éducatif sont diamétralement opposées, c'est presque une fierté pour les militants.* »

Michel Crépin, ex-secrétaire général de la CFDT des Hauts-de-France

Les Hauts-de-France sont un territoire où le Rassemblement national est bien implanté. La CFDT régionale est donc vigilante. « *Rien ne se passe à visage découvert* », selon Michel Crépin, ancien secrétaire général de la CFDT des Hauts-de-France. « *Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problèmes. On voit le raidissement de militants lorsque le sujet de l'extrême droite est abordé* », ajoute-t-il. Face à cela, l'une des solutions, c'est affirmer encore et encore les valeurs portées par la CFDT. « *On a publié une lettre ouverte sur la question des migrants en décembre dernier. Elle a été envoyée à tous nos adhérents, avec nos positions clairement affichées, ce qui nous met en contradiction avec le RN, et permet de faire de la pédagogie sur ce que l'on porte.* » L'ex-secrétaire général le rappelle : « *Ce qui n'est pas négociable chez nous, ce sont les valeurs.* » ●

Fabrice Dedieu